

<b>Comité de sécurité de l'information Chambre sécurité sociale et santé</b>
----------------------------------------------------------------------------------

CSI/CSSS/23/112

**DÉLIBÉRATION N° 20/144 DU 2 JUIN 2020, MODIFIÉE LE 3 NOVEMBRE 2020, LE 5 AVRIL 2022, LE 8 NOVEMBRE 2022 ET LE 2 MAI 2023, PORTANT SUR LA COMMUNICATION DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL PAR DIVERSES ORGANISATIONS (PUBLIQUES/PRIVÉES) À LA BANQUE CARREFOUR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EN VUE DE LEUR ENREGISTREMENT DANS LE DATAWAREHOUSE MARCHÉ DU TRAVAIL ET PROTECTION SOCIALE**

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, notamment les articles 5 et 15;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier l'article 114;

Vu la loi du 5 septembre 2018 *instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, notamment l'article 97;

Vu les rapports de la Banque Carrefour de la sécurité sociale;

Vu le rapport de monsieur Bart Viaene.

**A. OBJET**

1. Le datawarehouse marché du travail et protection sociale, qui a été créé conformément à l'article 5 de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, vise à agréger des données à caractère personnel de nature socio-économique provenant des institutions de sécurité sociale belges et de diverses autres autorités, quel que soit leur niveau de compétence. Il permet de satisfaire de manière plus correcte, plus rapide et moins onéreuse aux besoins des organisations chargées de réaliser des études utiles à la connaissance, à la conception et à la gestion de la protection sociale. L'organisation du datawarehouse marché du travail et protection sociale a été confiée à la Banque Carrefour de la sécurité sociale
2. Le Comité de surveillance près la Banque Carrefour de la sécurité sociale (le prédécesseur en droit du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé et de la chambre sécurité sociale et santé du Comité de sécurité de l'information) s'est prononcé favorablement, dans

son avis n° 01/01 du 6 février 2001, sur la diffusion de certains tableaux standard agrégés créés au moyen du datawarehouse. Cet avis mentionne les données à caractère personnel qui ont été intégrées à cet effet dans le datawarehouse.

3. Depuis lors, le datawarehouse marché du travail et protection sociale de la Banque Carrefour de la sécurité sociale a été systématiquement complété par de nouvelles catégories de données à caractère personnel. L'input par les différentes sources authentiques était, en grande partie, régi dans les décisions du Comité de surveillance, du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé ou de la chambre sécurité sociale et santé du Comité de sécurité de l'information concernant l'output destiné aux organisations qui réalisent des études qui sont nécessaires à la connaissance, à la conception et à la gestion de la protection sociale. En d'autres termes, toute communication supplémentaire de données à caractère personnel à la Banque Carrefour de la sécurité sociale en vue de leur enregistrement dans son datawarehouse n'a pas été réglée explicitement en tant que telle, au niveau juridique, mais ce traitement de données à caractère personnel a, de manière générale, été approuvée implicitement dans une décision du Comité compétent concernant la communication ultérieure par la Banque Carrefour de la sécurité sociale de données à caractère personnel pseudonymisées ou de données anonymes, qui ont été développées sur la base de ces mêmes données à caractère personnel. Une liste actualisée des données à caractère personnel qui sont dans l'intervalle disponibles dans le datawarehouse marché du travail et protection sociale est consultable sur: <https://www.ksz-bcss.fgov.be/fr/dwh/homepage/index.html>
4. La Banque Carrefour de la sécurité sociale compléterait cette fois son datawarehouse avec des données à caractère personnel relatives à la protection sociale flamande, aux pensions minimales et aux droits minimums et aux prestations familiales et avec des données à caractère personnel de l'association sans but lucratif SIGEDIS et de l'Agence flamande pour les personnes handicapées. Une liste non exhaustive de données à caractère personnel à ajouter a été jointe en annexe de la présente délibération (celle-ci indique par thème les ajouts éventuels). Pour la communication ultérieure de ces données à caractère personnel à des tiers, la Banque Carrefour de la sécurité sociale est considérée comme le responsable du traitement.

#### Protection sociale flamande

5. Suite à la sixième réforme de l'Etat, la compétence relative à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées a partiellement été transférée aux entités fédérées. L'Agence pour la protection sociale flamande compétente en la matière communiquerait donc certaines données à caractère personnel relatives aux dossiers flamands en matière d'allocation pour l'aide aux personnes âgées (appelée en Flandre le budget de soins pour personnes âgées) à la Banque Carrefour de la sécurité sociale, en vue de leur intégration dans le datawarehouse marché du travail et protection sociale. Plusieurs données à caractère personnel relatives aux droits (même si ceux-ci sont temporaires, partiels ou ont été revus), aux partenaires (des bénéficiaires, pendant la période du droit) et aux paiements (informations mensuelles relatives aux bénéficiaires qui ont effectivement reçu un montant de l'autorité) seraient transmises annuellement. L'Agence pour la protection sociale flamande fait d'ailleurs partie du réseau de la sécurité sociale, en application de l'arrêté royal du 16 janvier 2002 *relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale à certains services publics, institutions publiques et institutions coopérantes de droit privé des Communautés et des Régions, en application*

de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, ce qui fait que diverses dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale lui sont rendues applicables, en particulier les articles 5 (concernant l'introduction de données à caractère personnel dans le datawarehouse) et 15 (concernant la compétence de délibération du Comité de sécurité de l'information).

#### Pensions minimales et droits minimaux

6. Les données à caractère personnel relatives aux pensions qui sont actuellement enregistrées dans le datawarehouse, accusent un déficit important. En effet, elles ne contiennent pas d'informations relatives au bénéficiaire d'une pension minimale et au recours au droit minimal lors du calcul de la pension. Pour remédier à ce manque, la Banque Carrefour de la sécurité sociale enregistrerait dorénavant de nouveaux types de données à caractère personnel, à savoir tous les ans, des données à caractère personnel relatives à la pension minimale (année de début 2013) et tous les cinq ans, des données à caractère personnel relatives au droit minimal (année de début 2015). Ces données seraient mises à la disposition par le Service fédéral des pensions et l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

#### Prestations familiales

7. Suite à la sixième réforme de l'Etat, la compétence des prestations familiales a aussi été transférée aux différentes entités fédérées. Les organisations dorénavant compétentes en la matière, à savoir d'une part l'*Agentschap Opgroeien Regie* et la *Vlaams Agentschap voor de Uitbetaling van Toelagen in het kader van het Gezinsbeleid*<sup>1</sup>, l'Agence pour une Vie de Qualité (AVIQ), IRISCARE et la Communauté germanophone et, d'autre part, les caisses d'allocations familiales publiques et privées, fourniraient annuellement plusieurs données à caractère personnel relatives aux paiements, pour tous les individus qui ont droit aux prestations familiales (même si ce droit est temporaire ou a été revu) et leurs bénéficiaires respectifs au cours de l'année concernée. Ces données à caractère personnel seraient en principe transmises à la Banque Carrefour de la sécurité sociale par les caisses d'allocations familiales, à l'intervention des acteurs publics précités, en vue de leur enregistrement dans le datawarehouse marché du travail et protection sociale. Un premier fichier a trait au statut, au nombre d'enfants bénéficiaires et aux bénéficiaires. Un deuxième fichier porte sur les paiements réels sur base annuelle. Les organisations précitées (tant publiques que privées) des entités fédérées font également partie du réseau de la sécurité sociale, en application de l'arrêté royal précité du 16 janvier 2002.

#### SIGEDIS

- 8/1. Les données à caractère personnel relatives à la carrière de l'association sans but lucratif SIGEDIS qui sont, à l'heure actuelle, enregistrées dans le datawarehouse font l'objet de

---

<sup>1</sup> Les données à caractère personnel de la Communauté flamande proviennent initialement de l'acteur de paiement public (la *Vlaams Agentschap voor de Uitbetaling van Toelagen in het kader van het Gezinsbeleid*, qui a également intégré le réseau de la sécurité sociale) et des divers acteurs de paiement privés.

plusieurs insuffisances. C'est ainsi qu'elles ne sont pas toujours conviviales et qu'elles ne portent pour l'instant pas sur les agents statutaires. Afin de remédier à ces insuffisances, la Banque Carrefour de la sécurité sociale remplacerait les données à caractère personnel actuelles qui sont enregistrées dans le datawarehouse par de nouvelles données à caractère personnel.

#### Agence flamande pour les personnes handicapées

- 8/2. L'Agence flamande pour les personnes handicapées dispose d'une banque de données contenant des données à caractère personnel relatives aux personnes qui introduisent une demande d'intervention auprès de l'organisation (adresses, représentants légaux, renseignements relatifs au handicap, ...). Une partie de ces personnes sont des personnes handicapées reconnues mais la banque de données contient aussi des données à caractère personnel d'autres catégories de personnes telles les personnes présumées handicapées (personnes dont la demande est en cours et personnes dont la demande n'a pas été approuvée). Chaque ligne dans la banque de données a trait à une personne handicapée reconnue ou à une personne présumée handicapée et contient leurs données à caractère personnel les plus récentes.

## **B. EXAMEN**

#### Compétence du Comité de sécurité de l'information

9. En vertu de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, la Banque-carrefour de la sécurité sociale recueille des données à caractère personnel auprès des institutions de sécurité sociale, les enregistre, procède à leur agrégation et les communique à des personnes qui en ont besoin pour la réalisation de recherches pouvant être utiles à la connaissance, à la conception et à la gestion de la protection sociale (article 5) et toute communication de données sociales à caractère personnel par la Banque-carrefour de la sécurité sociale ou une institution de sécurité sociale à une autre institution de sécurité sociale, ou à une instance autre qu'un service public fédéral, un service public de programmation ou un organisme fédéral d'intérêt public doit faire l'objet d'une délibération préalable de la chambre sécurité sociale de santé du comité de sécurité de l'information (article 15).
10. Conformément à l'arrêté royal du 16 janvier 2002 *relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale à certains services publics et institutions publiques des Communautés et des Régions, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, les articles 5 et 15 de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale* s'appliquent aussi aux organisations des entités fédérées qui ont adhéré au réseau de la sécurité sociale dans la mesure où leurs missions ont (notamment) trait à la politique relative aux personnes handicapées ou aux prestations familiales.

Le Comité de sécurité de l'information prend connaissance du fait que des communications de données à caractère personnel par l'Agence flamande pour les personnes handicapées auront également lieu, mais que celles-ci ne relèvent pas de sa compétence et qu'elles sont

donc uniquement reprises dans un souci d'exhaustivité. En vertu de l'article 8 du décret du 18 juillet 2008 *relatif à l'échange électronique de données administratives*, toute communication électronique de données à caractère personnel par une instance publique flamande (telle l'Agence flamande pour les personnes handicapées) à une autorité externe (telle la Banque Carrefour de la sécurité sociale) doit faire l'objet d'un protocole entre les parties concernées. Le Comité de sécurité de l'information transmettra la présente délibération à l'organisation compétente afin de lui permettre d'y adhérer, en signant un document qui y fait référence et qui sert de protocole au sens de la réglementation précitée. Dans ce cas, la présente délibération s'applique à l'ensemble des communications de données à caractère personnel qui y sont décrites.

### Légitimité

11. En vertu de l'article 6 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, le traitement n'est licite que si, et dans la mesure où, au moins une des conditions suivantes est remplie, par exemple la nécessité du traitement pour le respect d'une obligation légale.
12. Le traitement précité de données à caractère personnel par la Banque Carrefour de la sécurité sociale dans son datawarehouse marché du travail et protection sociale est nécessaire dans le cadre de l'application de l'article 5 de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale* (recueillir, enregistrer, agréger et communiquer des données à caractère personnel dans le cadre de la réalisation d'études utiles à la connaissance, à la conception et à la gestion de la protection sociale).

### Principes en matière de traitement de données à caractère personnel

13. En vertu du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, les données à caractère personnel doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et elles ne peuvent pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités (principe de la limitation des finalités), elles doivent être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (principe de la minimisation des données), elles doivent être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (principe de la limitation de la conservation) et elles doivent être traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées (principe d'intégrité et de confidentialité).

### Limitation des finalités

14. Le traitement de données à caractère personnel relatives à la protection sociale flamande, aux pensions minimales et aux droits minimums et aux prestations familiales et de données à caractère personnel de SIGEDIS et de l'Agence flamande pour les personnes handicapées (communication de données à caractère personnel par les sources authentiques compétentes à la Banque Carrefour de la sécurité sociale) poursuit une finalité légitime, à savoir compléter le datawarehouse marché du travail et protection sociale.
15. La communication ultérieure des données à caractère personnel sous la forme de données à caractère personnel pseudonymisées ou de données anonymes par la Banque Carrefour de la sécurité sociale aux organisations qui en ont besoin pour la réalisation d'études utiles à la connaissance, à la conception et à la gestion de la protection sociale n'est, en toute hypothèse, possible que dans la mesure où cette communication intervient dans le respect des dispositions d'une délibération du Comité de sécurité de l'information en la matière.

### Minimisation des données

16. Les données à caractère personnel sont adéquates, pertinentes et non excessives par rapport à la finalité précitée. Elles peuvent toutes, sans restriction, avoir leur utilité pour la réalisation d'études qui sont utiles à la connaissance, à la conception et à la gestion de la protection sociale, en particulier avec d'autres données à caractère personnel qui sont déjà présentes dans le datawarehouse marché du travail et protection sociale.
17. Elles ont trait aux catégories de personnes suivantes.
  - en ce qui concerne la protection sociale flamande: toutes les personnes âgées de minimum 65 ans qui sont domiciliées en Communauté flamande et qui ont droit depuis septembre 2017 au budget de soins pour personnes âgées;
  - en ce qui concerne les pensions minimales/droits minimums: tous les titulaires belges d'une pension bénéficiant d'une pension minimale depuis 2013 et tous les travailleurs pensionnés bénéficiant d'un droit minimal per année de carrière depuis 2015;
  - en ce qui concerne les prestations familiales: toutes les personnes qui ont droit à charge de la Communauté flamande, de la Région wallonne, de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la Communauté germanophone aux prestations familiales (même si ce droit est temporaire ou a été revu) et leurs bénéficiaires depuis 2019;
  - en ce qui concerne les informations de carrière de l'association sans but lucratif SIGEDIS: l'ensemble des travailleurs (tant d'employeurs privés que publics) et des agents statutaires occupés en Belgique depuis 1945 ;
  - en ce qui concerne les informations de l'Agence flamande pour les personnes handicapées: toutes les personnes qui introduisent une demande d'intervention auprès de l'organisation (personnes handicapées reconnues, personnes présumées handicapées, ...).

### Limitation de la conservation

18. Étant donné que le datawarehouse marché du travail et protection sociale est fréquemment utilisé pour des études longitudinales, il n'est pas possible de prévoir un délai de conservation maximal des données à caractère personnel. Ceci constitue justement la plus-value du système: la possibilité de réaliser des études au moyen de données à caractère personnel couvrant de larges périodes qui remontent loin dans le passé.

### Intégrité et confidentialité

19. Le traitement des données à caractère personnel intervient conformément à la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale* et à toute autre réglementation relative à la protection de la vie privée, en particulier le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* et la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel*.

Par ces motifs,

### **la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information**

conclut que la communication de données à caractère personnel à la Banque Carrefour de la sécurité sociale, en vue de leur enregistrement dans son datawarehouse marché du travail et protection sociale, telle que décrite dans la présente délibération, est autorisée moyennant le respect des mesures de protection des données qui ont été définies.

Bart VIAENE  
Président

<p>Le siège de la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information est établi dans les bureaux de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, à l'adresse suivante: Quai de Willebroeck 38 - 1000 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11).</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Gegevens VSB

INSZ	Identificatienummer de Sociale Zekerheid	Rechten-, betalings- en partnerbestand
Date_decision	De variabele bevat de datum waarop de beslissing is getroffen waarbij het recht is vastgesteld.	Rechtenbestand
Date_end	Deze variabele bevat de exacte einddatum waarop het recht slaat.	Rechtenbestand
Date_start	Deze variabele bevat de exacte begindatum waarop het recht slaat	Rechtenbestand
Date_decision_corr	Deze variabele bevat bij herziening van het recht de oorspronkelijke datum die werd gecorrigeerd.	Rechtenbestand
Type_instruc	Deze technische variabele duidt de wetgeving aan waarvoor het recht is vastgesteld	Rechtenbestand
Code_leg	De code wetgeving geeft aan op welke wetgeving het betreffende record van toepassing is.	Rechten-, betalings- en partnerbestand
Mnt_mens_sim	Deze variabele bevat het theoretisch maandelijks bedrag van de betrokken periode	Rechtenbestand
Periode	Deze variabele bevat de maand ten opzichte van dewelke moet geïndexeerd worden.	Rechtenbestand
Type_rec	Het type record geeft aan uit welk bestand een record afkomstig is.	Rechten-, betalings- en partnerbestand
Nb_mois	Aantal maanden waarvoor er een schorsing van betaling was gedurende de betalingsperiode	Betalingsbestand
admin_beslissing_voorschot	Deze variabele geeft aan of de betaling een administratieve beslissing als voorschot op de tegemoetkoming betreft.	Betalingsbestand
afhouding_schulddelging	Deze variabele geeft aan of de tegemoetkoming onderworpen is aan een afhouding wegens schulddelging.	Betalingsbestand
Montant	Theoretisch bedrag voor de betrokken betalingsperiode	Betalingsbestand
per_start_pay	Begindatum betalingsperiode waarop de betaling betrekking heeft	Betalingsbestand
per_end_pay	Einddatum betalingsperiode waarop de betaling betrekking heeft	Betalingsbestand
medische_categorie_hab	Deze variabele geeft aan welke familiesituatie van toepassing is voor de begunstigde van een HAB.	Betalingsbestand
Mont_emis	Reële bedrag betaald voor de periode	Betalingsbestand
verblijf_in_instelling_hab	Deze variabele geeft aan of de HAB is verminderd wegens verblijf van de begunstigde in een instelling.	Betalingsbestand
vermindering_wegens_inkomsten	Deze variabele duidt aan of de tegemoetkoming wordt verminderd wegens inkomsten.	Betalingsbestand
Productcode	Deze variabele geeft aan welke wetgeving van toepassing is op de maandelijksse betalingen	Betalingsbestand
INSZ_part	Identificatienummer van de sociale zekerheid van de partner	Partnerbestand
Date_end	Deze variabele geeft de einddatum weer van de periode waarvoor het INSZ-nummer van de partner kan gelinkt worden aan de betrokken persoon met een handicap.	Partnerbestand
Date_start	Deze variabele geeft de begindatum weer van de periode waarvoor het INSZ-nummer van de partner kan gelinkt worden aan de betreffende persoon met een handicap.	Partnerbestand

---

 Gegevens over minimumpensioenen en -rechten
 

---

PayDate	Date de paiement	FPD-minimumpensioenen
Paycategory	Type de taux payé	FPD-minimumpensioenen
CarSal	Check carrière Salarié	FPD-minimumpensioenen
CarInd	Check carrière Ind	FPD-minimumpensioenen
CarPP	Check carrière Public	FPD-minimumpensioenen
AccesPmin	Check droit à la Pmin	FPD-minimumpensioenen
PminPaid	Check Pmin payée	FPD-minimumpensioenen
NumPRS	Numérateur de la fraction de carrière de la PRS	FPD-minimumpensioenen
DenPRS	Dénominateur de la fraction de carrière de la PRS	FPD-minimumpensioenen
PRS	Montant payé en pension de retraite salariée	FPD-minimumpensioenen
RightMinimumTypePRS	Type de minimum PRS	FPD-minimumpensioenen
RightMinimumPaidPRS	Type de minimum payé PRS	FPD-minimumpensioenen
NumPRI	Numérateur de la fraction de carrière de la PRI	FPD-minimumpensioenen
DenPRI	Dénominateur de la fraction de carrière de la PRI	FPD-minimumpensioenen
PRI	Montant payé en pension de retraite salariée	FPD-minimumpensioenen
RightMinimumTypePRI	Type de minimum PRI	FPD-minimumpensioenen
RightMinimumPaidPRI	Type de minimum payé PRI	FPD-minimumpensioenen
NumPSS	Numérateur de la fraction de carrière de la PSS	FPD-minimumpensioenen
DenPSS	Dénominateur de la fraction de carrière de la PSS	FPD-minimumpensioenen
PSS	Montant payé en pension de retraite salariée	FPD-minimumpensioenen
RightMinimumTypePSS	Type de minimum	FPD-minimumpensioenen
RightMinimumPaidPSS	Type de minimum payé	FPD-minimumpensioenen
NumPSI	Numérateur de la fraction de carrière de la PSI	FPD-minimumpensioenen
DenPSI	Dénominateur de la fraction de carrière de la PSI	FPD-minimumpensioenen
PSI	Montant payé en pension de retraite salariée	FPD-minimumpensioenen
RightMinimumTypePSI	Type de minimum	FPD-minimumpensioenen
RightMinimumPaidPSI	Type de minimum payé	FPD-minimumpensioenen
Number_jaar	Het aantal loopbaanjaren	FPD-MRL
Be_pensbedrag	De hoogte van het pensioenbedrag	FPD-MRL
Ty_taux	Het tarief	FPD-MRL
App_DMPA	Het aantal jaren dat het minimumrecht werd toegepast	FPD-MRL
Montant_DMPA	Het bedrag dat iemand extra krijgt ten gevolge van de toepassing van het minimumrecht	FPD-MRL

---

**Gegevens over gezinsbijslag – aan te leveren in twee aparte bestanden:**

## 1) Het statutenbestand:

Dit bestand bevat de gegevens over het statuut (het aantal rechtgevende kinderen en diens begunstigden) in het refertejaar:

- Het refertejaar: het jaar waarvoor er recht is op kinderbijslag voor het kind (ook wanneer dit recht slechts tijdelijk is) – de eerste aanlevering heeft betrekking op refertejaar 2019 voor OPGROEIEN-VUTG en de Duitstalige Gemeenschap en refertejaar 2020 voor IRISCARE en AVIQ
- Begindatum en einddatum van de rechtenperiode: de begin- en einddatum waarvoor er recht is op kinderbijslag voor het kind (deze periode valt geheel of gedeeltelijk in het refertejaar)
- INSZ rechtgevend kind
- INSZ begunstigde(n) of bijslagtrekkende(n): dit kunnen meerdere personen zijn en dit kan ook het kind zijn – het is belangrijk dat per rechtgevend kind de begunstigde(n) kan/kunnen geïdentificeerd worden
- Aanduiding van de hoedanigheid van de begunstigde(n):
  - Code: ouder of kind
  - Indien de begunstigde een extern persoon is, bijvoorbeeld een bewindvoerder, wordt deze aangeduid met een code '*andere*' of een specifieke code zoals '*bewindvoerder*'
- (Fictief) dossiernummer: een (fictief) dossiernummer wordt toegevoegd in geval de statuten- en betalingsbestanden niet eenvoudig kunnen worden gekoppeld op basis van het INSZ begunstigde(n)

## 2) Het betalingsbestand:

Het betalingsbestand bevat maandgegevens over de betalingen van kinderbijslag aan de begunstigden. Het bestand bevat enerzijds informatie over het recht op kinderbijslag en anderzijds informatie over de daadwerkelijke betaling.

*Informatie over het recht:*

- Refertejaar: het jaar waarvoor er recht is op kinderbijslag voor het kind (ook wanneer dit recht slechts tijdelijk is)
- Begindatum en einddatum van de rechtenperiode: de begin- en einddatum waarvoor er recht is op kinderbijslag voor het kind (deze periode valt geheel of gedeeltelijk in het refertejaar)
- INSZ begunstigde(n) of bijslagtrekkende(n)
- Een theoretisch verschuldigd bedrag per maand opgesplitst naar verschillende bouwstenen of componenten:
  - Een theoretisch bedrag per maand per component zoals: 1) bedrag basiskinderbijslag, 2) bedrag wezenbijslag, 3) bedrag bijslag voor pleegkinderen, 4) bedrag geboortepremie, 5) bedrag toeslag a, 6) bedrag toeslag b,...
  - Indien het theoretisch bedrag niet opgesplitst kan worden in verschillende componenten, wordt het totaal theoretisch bedrag per maand verwerkt, met een aanduiding van de verschillende componenten waaruit het bedrag bestaat
- Een aanduiding of het gaat over kinderbijslag in de overgangsregeling of kinderbijslag in het nieuwe systeem
  - Voor de regio's waarbij dit onderscheid gemaakt kan worden louter op basis van de geboortedatum of de theoretisch verschuldigde bedragen is zo'n aanduiding wenselijk maar niet noodzakelijk
- (Fictief) dossiernummer: een (fictief) dossiernummer wordt toegevoegd in geval de statuten- en betalingsbestanden niet eenvoudig kunnen worden gekoppeld op basis van het INSZ begunstigde(n)

*Informatie over de betalingen:*

- Betalingsmaand: maand van betaling
- Reëel netto betaald bedrag aan de begunstigde(n) per betalingsmaand: dat wil zeggen dat de betalingen voor alle rechten in bijvoorbeeld refertejaar 2019 aangeleverd worden per betalingsmaand

Gegevens Sigedis		
revt01 - revt12	De variabele geeft aan of er al dan niet een inkomensgarantie-uitkering (IGU) is toegekend in de maand	DWH_SIGEDIS_DROIT
source_code	Verwijst naar de socialezekerheidsinstelling die de loopbaangegevens doorgeeft aan Sigedis.	DWH_SIGEDIS_DROIT
enddat	Einddatum van de deeltijdse periode	DWH_SIGEDIS_DROIT
career_code	Deze variabele geeft per loopbaanjaar loopbaangegevens over de tewerkstelling/arbeidsongeschiktheid als werknemer	DWH_SIGEDIS_DROIT
i_year	Het loopbaanjaar waarop de gegevens betrekking hebben.	DWH_SIGEDIS_DROIT
stdat	Begindatum van het statuut behoud van rechten	DWH_SIGEDIS_DROIT
strdat	Begindatum van de deeltijdse periode	DWH_SIGEDIS_DROIT
career_code	Loopbaancode	Capelo
career_element_type	Type element	Capelo
NL	omschrijving in NL	Capelo
specific_date	Betekenis specifieke datum	Capelo
disability_pourcent	Percentage van de arbeidsongeschiktheid	DWH_SIGEDIS_Période
period_start_date	Begindatum van de betrokken periode	DWH_SIGEDIS_Période
source_code	Verwijst naar de socialezekerheidsinstelling die de loopbaangegevens doorgeeft aan Sigedis.	DWH_SIGEDIS_Période
period_end_date	Einddatum van de betrokken periode	DWH_SIGEDIS_Période
career_code	Deze variabele geeft per loopbaanjaar loopbaangegevens over de tewerkstelling/arbeidsongeschiktheid als werknemer	DWH_SIGEDIS_Période
i_year	Het loopbaanjaar waarop de gegevens betrekking hebben.	DWH_SIGEDIS_Période
R_SPEC	Specifieke datum	DWH_SIGEDIS_Période
REDCO	Reductiecoëfficiënt	DWH_SIGEDIS_Période
salary_amount	Brutoloon, zonder het dubbel vakantiegeld	DWH_SIGEDIS_Inscription
source_code	Verwijst naar de socialezekerheidsinstelling die de loopbaangegevens doorgeeft aan Sigedis.	DWH_SIGEDIS_Inscription
assimilated_days	Aantal gelijkgestelde dagen	DWH_SIGEDIS_Inscription
assimilated_hours	Aantal gelijkgestelde uren	DWH_SIGEDIS_Inscription
working_days	Aantal gepresteerde dagen, omgerekend naar de 6 dagen week. Een volledig gewerkt jaar bestaat dus uit 312 dagen.	DWH_SIGEDIS_Inscription
working_hours	Aantal gewerkte uren	DWH_SIGEDIS_Inscription
career_code	Deze variabele geeft per loopbaanjaar loopbaangegevens over de tewerkstelling/arbeidsongeschiktheid als werknemer	DWH_SIGEDIS_Inscription
year	Het loopbaanjaar waarop de gegevens betrekking hebben.	DWH_SIGEDIS_Inscription
reference_working_hours	Gemiddeld aantal te presteren uren per week van de maatman	DWH_SIGEDIS_Inscription
reduction_code	Reductiecode	DWH_SIGEDIS_Inscription

### Databron “Personen met Handicap” – Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap

- INSZ nummer: dus het rijksregisternummer of bisnummer;
- dossiernummer: een intern uniek nummer verkregen bij de eerste aanvraag;
- gegevens van de wettelijke vertegenwoordigers (max. 3 vertegenwoordigers):
  - rijksregisternummer
- begin- en einddatum van de huidig geldende erkenning
- bron van de huidig geldende erkenning (VAPH, IJH, KeG)
- datum erkenning door VAPH (Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap)
- datum erkenning door IJH (Integrale Jeugdhulpverlening)
- datum erkenning door KeG (Kind en Gezin)

Handicapcodes	
---------------	--

0	Geen handicap (problematiek kan niet erkend worden als handicap)
1110	Algemene ontwikkelingsstoornis van de intellectuele functies
1111	Licht verstandelijk
1112	Matig verstandelijk
1113	Ernstig verstandelijk
1114	Diep verstandelijk
1121	Mentale functies gerelateerd aan taal: afasie, dysfasie, ...
1122	Mentale functies gerelateerd aan hogere cognitieve functies, aandacht, geheugen, coördinatie, psychomotoriek, ...
1130	Psychische stoornis [SUBDOMEIN]
1131	Psychiatrische aandoeningen
1132	Ernstige gedrags- en emotionele stoornissen
1133	Autismespectrumstoornissen
1134	Gedrags- en emotionele stoornissen
1141	Zwakbegaafd
1200	Lichamelijk(fysiek) [HOOFDDOMEIN]
1210	(Loco)motorische stoornis [SUBDOMEIN]
1211	Problemen met zichzelf verplaatsen
1212	Problemen met verplaatsen en manipuleren
1213	Algemeen motorische stoornis

1221	Uithoudingsstoornis
1231	Andere lichamelijke stoornis
1240	Visuele stoornis [SUBDOMEIN]
1241	Slechtziend
1242	Blind
1250	Auditieve stoornis [SUBDOMEIN]
1251	Slechthorend
1252	Doof
1260	Stem- en spraakstoornis [SUBDOMEIN]
1261	Articulatie, vloeiendheid en ritme van spreken, ...
9999	[Onbekend/Niet-gemigreerd]

Classificaties van handicapcodes:

- een classificatie met 35 indelingen;
- een gereduceerde classificatie met 15 indelingen.

Dichotome variabelen handicapcodes:

Dit zijn booleans die aangeven of een persoon een bepaalde handicap heeft. Bij voorbeeld, er is een dichotome variabele die aangeeft of een persoon een visuele handicap heeft: één van zijn 4 toegekende codes heeft de waarde 1240, 1241 of 1242.

#### Begeleidings- en permanentiewaarden

- B-waarde: Begeleidingswaarde
- P-waarde: Permanentiewaarde

#### Stoorniscodes

Gedetailleerde ICD-10 codes.

#### Extra velden

Afkorting OC: ondersteuningscombinaties; BC: budgetcategorie; IMB: Individuele Materiële Bijstand (hulpmiddelen)

- actieve IMB gebruiker
- datum eerste betaling hulpmiddelen
- datum laatste betaling hulpmiddelen
- 7 booleans voor de verschillende domeinen hulpmiddelen.
  - hulpmiddelen - activiteiten dagelijks leven

- hulpmiddelen - communicatie
- hulpmiddelen - huurpakketten voor SDA
- hulpmiddelen - mobiliteit
- hulpmiddelen - onderhoud- en herstellingskosten
- hulpmiddelen - wonen
- hulpmiddelen - andere
- datum eerste PVB aanvraag
- goedgekeurde PVB aanvraag -
- eerste procedure aanvraag -
  - reguliere procedure: PVB\_GEW, PVB\_HERZ, PVB\_NA\_NOOD, PVB\_ZORG\_CONTIN, PVB\_ATTEST\_HAND, PVB\_CONT\_PAB
  - nood: PVB\_NOOD, PVB\_TIJD\_BUD\_NA\_NOOD
  - spoed: PVB\_SPOED
  - directe financiering: PVB\_GEINTERNEERD, PVB\_NAH
  - andere:
- laatste procedure aanvraag
- budgethouder VAPH budget
- gebruiker VAPH budget
- Startdatum toekenning eerste PAB:
- startdatum terbeschikkingstelling eerste PVB:
- datum start gebruik PAB budget:
- datum stopzetting PAB budget
- datum start gebruik PVB budget
- datum stopzetting PVB budget
- consumptie van PVB overeenkomsten
  - PVB dagondersteuning,
  - PVB woonondersteuning,
  - PVB individuele psychosociale begeleidingen,
  - PVB praktische hulp,
  - PVB globale individuele ondersteuning,
  - PVB begeleid werk,
  - PVB oproepbare permanentie.
- budgetcategorie VAPH budget
- punten PVB budget
- bedrag PAB budget
- gebruiker MFC

- datum eerste MFC overeenkomst
- datum einde MFC overeenkomst
- MFC schoolaanvullende dagopvang
- MFC schoolvervangende dagopvang
- MFC verblijf
- MFC begeleiding
- punten RTH
- punten GIO
- datum eerste RTH registratie
- datum laatste RTH registratie
- datum eerste GIO registratie
- datum laatste GIO registratie
- RTH begeleiding
- RTH verblijf
- RTH dagopvang
- prioriteitengroep hoofdvraag in wachtlijst
- prioriteitengroep deelvraag in wachtlijst
- toegewezen BC wachtlijst hoofdvraag
- toegewezen BC wachtlijst deelvraag
- toegewezen punten wachtlijst hoofdvraag
- toegewezen punten wachtlijst deelvraag